

BULLETIN DES QUESTIONS ET REPONSES

| N° | Sujet de la demande posée par le Conseiller communal | Date de l'inscription | Réponse fournie par le Collège des Bourgmestre et Echevins |
|-----|---|-----------------------|--|
| 168 | In welke verslag van de budgetvoorstelling staat de steun van 100.000 EUR aan de gemeente Zaventem en VZW's | 19/02/2014 | In de begroting 2014, zoals gestemd door de Raad op 24/02/2014, is geen financiële steun voorzien aan de gemeente Zaventem en evenmin aan een VZW uit deze gemeente. De ondersteuning van initiatieven, waarnaar u verwijst, zijn opgenomen in de doeleinden van de VZW Wolu-International. Voor deze vereniging is dit jaar in de begroting een subsidie van 165.000 EUR ingeschreven op de gewone dienst onder het artikelnummer 15002/332-02. |
| 169 | Quelle sont les consommations et frais de téléphonie des membres du Collège pour l'année 2013 | 27/02/2014 | Voici deux tableaux reprenant les frais de téléphonie et le nombre de litres de carburant consommés par les membres du Collège durant l'année 2013. (ANNEXE 169) |
| 170 | Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois : omnium mission de service | 18/03/2014 | Voici un tableau reprenant les personnes qui ont souscrit à cette assurance et le nombre de kilomètres à prendre en compte pour l'année 2013. (ANNEXE 170) |
| 171 | Quelle est la situation de toutes les affaires juridiques depuis 6 ans. | 03/06/2014 | <i>Réponse non publiée conformément au règlement d'ordre intérieur (article 50).</i> |
| 172 | Installation d'une plaque commémorative sur la façade de la maison qu' Henri Lafontaine a occupée à WSL | 11/08/2014 | A l'occasion du 100 ^e anniversaire du Prix Nobel de la Paix attribué à Henri Lafontaine, le service a organisé en décembre 2013 un hommage à cette éminente personnalité de Woluwe-Saint-Lambert. Cet hommage s'est traduit par une série d'événements (exposition en collaboration avec le Mundaneum de Mons, soirée-conférence, réalisation, placement et inauguration de panneaux informatifs installés avenue Lafontaine). L'installation d'une plaque commémorative sur la façade de la maison qu'Henri Lafontaine a fait construire, puis a occupée, au n°9 du square Vergote est prévue. Cette installation nécessite l'accord des propriétaires actuels. Des recherches ont été effectuées afin d'identifier les propriétaires du bâtiment. Ils sont au nombre de 6, dont une société. La façade étant une partie commune, la décision des copropriétaires d'autoriser le placement de la plaque devra être avalisée par l'AG de la copropriété. Le service poursuit toutes les démarches. |
| 173 | Quel est le nombre de permis d'urbanisme délivrés ces 10 dernières années (année par année) | 21/08/2014 | <i>Réponse non publiée conformément au règlement d'ordre intérieur (article 50).</i> |
| 174 | Quel est le nombre de zones de recul transformées en parking ? | 21/08/2014 | 1) <u>Zones de recul transformées en parking</u> (hors zone de de recul commerciales) : <i>Réponse à la question 1 non publiée conformément au règlement d'ordre intérieur (article 50).</i> Remarque : une remise en état d'une zone de recul est également systématiquement demandée par le Collège dans le cadre d'une demande de permis d'urbanisme ne portant pas sur une zone de recul, c.à.d. sans que ce soit l'objet originel ou principal de la demande et sans qu'il y ait eu procès-verbal. Cependant, malgré un dessin correct de l'aménagement de la zone de recul sur plan, les travaux ne sont pas toujours immédiatement réalisés (pour rappel, les demandeurs disposent de deux ans pour mettre en œuvre leur permis). Toutefois, ressortir le nombre précis de ces demande de remise en état serait |

| | | |
|-----|--|--|
| | | <p>trop fastidieux (il faudrait se plonger dans l'ensemble des permis délivrés, car la remise en état de la zone de recul est une condition de délivrance du permis et non l'objet du permis.</p> <p>2) <u>Statut des infractions effectives non constatées par procès-verbal</u> : les infractions effectives, que ce soit au règlement communal d'urbanisme ou au règlement régional d'urbanisme, même si elles ne sont pas constatées par procès-verbal, restent des infractions qui sont passibles d'être sanctionnées à tout moment par la commune ou la Région car la notion d'infraction « continuée » leur confère une « pérennité » légale.</p> <p>3) <u>Prescription et délai de prescription</u> : il n'y a pas de prescription légale en matière d'urbanisme, cependant de facto le Parquet pratique une « prescription » en fonction des priorités et des politiques choisies. Il faut savoir que les infractions pour des zones de recul transformées en parking ne sont pas une priorité pour le Parquet.</p> <p>Face à cette inertie du parquet en la matière, il est apparu que le fait de dresser un procès-verbal n'était pas la meilleure manière de s'attaquer à cette problématique en l'absence de sanctions effectives, et que cela n'avait même souvent aucun effet comme l'illustre les dossiers d'infraction pour lesquels un procès-verbal a été dressé et aucune demande de régularisation n'a été introduite. En attendant qu'une législation adéquate sur les sanctions administratives soit adoptée, la priorité a été mise sur l'information du public en la matière plutôt que sur l'établissement de procès-verbaux non suivis de sanctions.</p> <p>Le récent changement législatif relatif aux amendes administratives concernant les infractions urbanistiques va enfin nous permettre maintenant d'agir efficacement en cette matière, et d'assortir les procès-verbaux qui seront dressés d'une sanction effective.</p> <p>Le règlement communal d'urbanisme (version originale : 1958) en son Titre V : Zone de recul, article 28, est très clair : « <i>La zone de recul doit être aménagée en jardin (...). Cette zone de recul doit conserver constamment cette affectation de jardinet à l'exclusion de tout autre usage. La zone de recul ne peut être utilisée par aucune exploitation. Il ne peut être rien établi ni déposé dans la zone de de recul qui puisse nuire à la viabilité ou à la beauté de la voie publique</i> ».</p> <p>Le règlement communal d'urbanisme a été renforcé en ce sens par le règlement régional d'urbanisme qui en son Titre I, Chapitre IV : Abords, article 11 précise : « <i>La zone de recul est aménagée en jardinet et plantée en pleine terre (...). Elle ne peut être transformée en espace de stationnement ni être couverte de matériaux imperméables sauf en ce qui concerne les accès aux portes d'entrée et de garage à moins qu'un règlement communal d'urbanisme ou un règlement d'urbanisme édicté sur une partie du territoire communal ne l'autorise en n'en détermine les conditions</i> ».</p> <p>Les aménagements des zones de recul avant 1958 pourraient donc être considérés comme acquis, les aménagements entre 1958 et 1962 seraient à régulariser sans pour autant constituer une infraction (car c'est une loi de 1962 qui instaure la notion d'infraction pour des travaux réalisés sans permis) et les aménagements réalisés après 1962 sans permis seraient à régulariser et constitueraient une infraction.</p> |
| 175 | Situation des antennes paraboliques (années 2011 à 2013) | <p>22/08/2014</p> <p>Nombre d'enlèvements année par année :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2011 : le service n'avait pas encore établi de relevé précis par manque d'outil informatique ; - 2012 : 86 - 2013 : 46 - 2014 : 21 jusqu'à ce jour ; <p>Nombre d'infractions constatées :</p> <p>Là où une infraction a été constatée, un courrier a été adressé. Dans l'ensemble, les courriers ont été suivis d'effet puisque 153 antennes ont été enlevées ;</p> <p>Depuis le dernier courrier que nous vous avons envoyé, 7 antennes</p> |

| | | <p>supplémentaires ont encore été enlevées. Ce qui témoigne de la volonté du Collège de poursuivre son action jusqu'à son terme.</p> <p>Nombre de procès-verbaux dressés : A ce jour, aucun procès-verbal n'a été dressé car il a été décidé d'agir en priorité par prévention, sachant que les procès-verbaux sont laissés sans suite par le Parquet. Sur les 48 dossiers non régularisés, 38 rappels ont été envoyés en recommandé mais sont restés sans réaction, 9 dossiers sont toujours en cours et un refus de permis d'urbanisme a été délivré.</p> <p>Si après cette dernière opération de prévention, certaines situations devaient persister, procès-verbal d'infraction serait dressé, ce qui permettra de faire application des sanctions administratives prévues par l'ordonnance.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------|---|--|---|------------------|-----------------|--|--------|----|--|---|--------|----|--|---|--------|----|--|---|
| 176 | <p>Quel est le nombre de régularisations urbanistiques depuis 10 ans et les modes de réparation. Quel est le moyen de contrôle de la décision ?</p> <p>30/10/2014</p> | <p>1) <u>Régularisations : nombre de demandes de régularisation depuis 10 ans ? Pour les refus, nombre de remises en pristin état réalisées et nombre de remises en pristin état encore à faire ?</u></p> <p>Les recherches sont, dès à présent, limitées dans le temps à 3 ans, ceci en application de la circulaire du 26/09/2014 (MB 06/11/2014) relative aux prérogatives des conseillers communaux, qui mentionne les travaux préparatoires de la loi du 11/04/1994 modifiant la NLC en vue de renforcer la démocratie locale, loi à l'origine de la consécration de ce droit, qui précisait que « <i>les questions ne peuvent viser à connaître les intentions personnelles des membres du Collège et ne peuvent imposer l'exécution d'études ou de recherches onéreuses, l'établissement de fichiers de données statistiques ou l'organisation d'enquêtes</i> » (Doc. Parl. Sénat, session 1992-1993, n°851-1, p 9)</p> <p><u>Nombre de demandes de régularisation pour lesquelles une décision a été prise, à ce jour :</u></p> <table border="1" data-bbox="683 1115 1337 1227"> <thead> <tr> <th></th> <th><u>Acceptées</u></th> <th><u>Refusées</u></th> <th></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2012 :</td> <td>35</td> <td></td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>2013 :</td> <td>47</td> <td></td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>2014 :</td> <td>44</td> <td></td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table> <p>2) <u>Comment procède le service, dans le cadre d'un refus, pour vérifier si la remise en état est effectuée et quel est le délai qui est donné au contrevenant pour y procéder ?</u></p> <p>Qu'il y ait ou non un procès-verbal d'infraction, le demandeur est averti par courrier de la décision du Collège des bourgmestre et échevins de refuser la demande de régularisation. De plus, il lui est demandé la remise en pristin état du bien concerné et, lorsque celle-ci est réalisée, d'en avvertir le service de l'urbanisme pour vérification ; des délais d'exécution des travaux de remise en état peuvent être imposés dans le refus de régularisation et ce, sur base de l'article 192 du COBAT.</p> <p>Il est souhaitable que la remise en état soit exécutée par le contrevenant mais le bourgmestre a le pouvoir d'exiger l'exécution d'office en cas de manquement de ce dernier après une mise en demeure avec un délai clair d'exécution et, généralement, une audition du contrevenant par le bourgmestre. A défaut, les travaux seront exécutés par la commune aux frais du contrevenant.</p> <p>3) <u>Est-ce que la taxe qui concerne les régularisations est appliquée ?</u></p> <p>Il faut faire la distinction entre les frais de dossier pour un acte administratif qu'est la demande de permis d'urbanisme, en l'occurrence dans ce cas-ci, pour une régularisation, et la taxe liée aux actes et travaux de construction appliquée conformément au règlement-taxe sur les constructions, reconstructions, transformations et placement de dispositifs publicitaires. Les frais de dossier et la taxe de construction sont naturellement appliqués aux demandes de régularisation.</p> | | <u>Acceptées</u> | <u>Refusées</u> | | 2012 : | 35 | | 1 | 2013 : | 47 | | 8 | 2014 : | 44 | | 3 |
| | <u>Acceptées</u> | <u>Refusées</u> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2012 : | 35 | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2013 : | 47 | | 8 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2014 : | 44 | | 3 | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | |
|-----|---|------------|--|
| 177 | Représentation politique au sein des asbl | 31/10/2014 | <p>Complémentaire à notre courrier du 13 janvier 2014 auquel vous faites référence, nous vous communiquons, en annexe, les renseignements concernant les représentations politiques qui ont été formulées par votre groupe et la situation actuelle.</p> <p>D'autre part, pour ce qui concerne la liste des membres de toutes les asbl ainsi que leur appartenance politique, nous portons à votre connaissance que cette information est communiquée via le rapport d'activités introduit chaque année par celles-ci au moment de l'octroi des subsides.</p> <p>De plus, dans le cadre du respect de la vie privée, à l'exception des mandataires publics et de leurs suppléants, les autres membres composant ces organes ne sont pas tenus de nous faire savoir quelle est leur appartenance politique. (ANNEXE 177)</p> |
|-----|---|------------|--|

Liste des bénéficiaires de la police Omnium Missions de Service

| <i>Agent</i> | <i>Service/ Fonction</i> | <i>Date d'effet</i> | <i>Km pour 2013</i> | <i>Km à partir de la date d'effet de l'assurance omnium</i> |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|---|
| NAHUM-HASQUIN Michèle | Echevine | 26/03/2004 | 7.691 km | 7.691 km |
| BOTT Eric | Echevin | 01/12/2006 | 5.998 km | 5.998 km |
| LOUIS Monique | Eche | 31/03/2013 | 8.917 km | 8.917 km |
| MOLEMBERG Isabelle | Echevine | 24/06/2013 * | 8.972 km | 4.486 km |
| VELDEKENS Benoît | Echevin | 24/06/2013 * | 7.518 km | 3.759 km |
| DESTREE-LAURENT Jacqueline | Echevine | 24/06/2013 * | 4.937km | 2.468,50 km |
| THAYER Jean-François | Echevin | 24/06/2013 * | 716 km | 358 km |
| MATGEN Gregory | Echevin | 24/06/2013 * | 6.115 km | 3.057,50 km |
| LIENART Xavier | Echevin | 24/06/2013 * | 9115 km | 4557,50 km |
| MAINGAIN Olivier | Bourgmestre | 24/06/2013 * | 7.048 km | 3.524 km |

* Pour les membres qui ont souscrit à partir du 24/06/2013 : à diviser par 2

CARBURANT

| 2013 | Attribution | Total | Restant |
|-----------|-------------|---------|---------|
| LOUIS | 1400 | 1337,54 | 62,46 |
| MOLENBERG | 1400 | 1345,82 | 54,18 |
| DESTREE | 1400 | 543,10 | 856,90 |
| VELDEKENS | 1400 | 1052,58 | 347,42 |
| BOTT | 1400 | 899,70 | 500,30 |
| HASQUIN | 1400 | 1153,60 | 246,40 |
| MAINGAIN | 1640 | 1057,16 | 582,84 |
| DECOSTER | 233 | 356,08 | -123,08 |
| MATGEN | 1400 | 611,50 | 788,50 |
| LIENART | 1400 | 1367,26 | 32,74 |
| HENRY | 1167 | 766,44 | 400,56 |
| THAYER | 1400 | 78,72 | 1321,28 |

MANDATAIRES - FRAIS DE TELEPHONE - ANNEE 2013

| | n°GSM | TOTAL |
|--------------|---------------|----------|
| O. MAINGAIN | 0476/98.46.98 | 537,43 |
| M. LOUIS | 0475/43.39.90 | 813,3312 |
| E. BOTT | 0498/94.49.99 | 914,9574 |
| I. MOLENBERG | 0474/98.15.06 | 842,8836 |
| M. NAHUM | 0474/98.15.07 | 1086,656 |
| B. VELDEKENS | 0472/72.91.41 | 0 |
| J. LAURENT | 0476/30.23.14 | 467,73 |
| G. MATGEN | 0474/83.94.00 | 337,11 |
| J-F. THAYER | 0475/69.08.17 | 488,61 |
| X. LIENART | 0475/23.23.79 | 848,2 |

REPRESENTATIONS – ECOLO

| <u>Organes renouvelés ou à renouveler lors de l'AG</u> | | | |
|---|---|--------------------------|----------------|
| <u>Situation actuelle</u> | | <u>Etat</u> | |
| - Wolu-Vert | 1 | (M. de Surgerès) | ok |
| - Crèche Kangourou | 1 | (Mme Bordes Castells) | ok |
| - Wolu service | 1 | (Mme Rateau) | ok |
| - Dimension + | 1 | (M. Vandemeulebroucke) | ok |
| - Centre de Promotion handicapés | | - | prochaine AG |
| - Action sociale | | - | pas envisagé |
| - Centre Albert marinus | 1 | (M. Ide) CA + AG | ok |
| - Wolu 10000 | | - | pas envisagé |
| - SCLM (Société coopérative du logement moyen) | 1 | (M. Ide) | ok |
| | | | |
| - Ecole des Jeunes sportifs de WSL | 1 | (M. Ide) constitution | pas en voie de |